

SELCODIS

Société anonyme au capital de 1.864.609,20 euros
Siège social : 31 avenue Franklin Roosevelt – 75008 Paris
RCS Paris 690 800 354

Etats financiers arrêtés au 31 décembre 2009

SOMMAIRE

	Page
1 - ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2009	1
• Bilan	1
• Compte de résultat	3
2 - ANNEXE	5

*

* *

1 - ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31/12/2009

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2009**BILAN****ACTIF (EN K€)****BILAN ACTIF (EN K€)**

Au 31 décembre 2009

	Brut	Amortissements & provisions	Net	Exercice clos le 31.12.2008	Exercice clos le 31.12.2007
Actif immobilisé :					
Frais d'établissement	0	0	0	0	0
Brevet & Licences	0	0	0	0	0
Fonds commercial	32 008	32 008	0	0	27 693
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	50	0	50	70	28
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0	0
Avances & acomptes sur immobilisations	0	0	0	0	0
Titres de participation	31 783	31 492	291	282	1 380
Créances rattachés à des participations	9	9	0	9	0
Autres titres immobilisés	21	21	0	0	0
Prêts	761	761	0	0	0
Autres immobilisations financières	66	66	0	55	55
Total actif immobilisé	64 698	64 357	341	416	29 157
Actif circulant					
Avances & acomptes fournisseurs	1	0	1	40	0
Clients & comptes rattachés	265 (1)	223	42	1 339	268
Autres créances	25 315	14 584	10 731	11 211	11 157
Valeurs mobilières de placement	106	106	0	0	0
Disponibilités	3	0	3	13	30
Charges constatées d'avance	16	0	16	0	0
Total actif circulant	25 705	14 913	10 793	12 603	11 454
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0	0	0	0	0
TOTAL ACTIF	90 404	79 270	11 134	13 019	40 611

BILAN

PASSIF (EN K€)

	Exercice clos le 31.12.2009	Exercice clos le 31.12.2008	Exercice clos le 31.12.2007
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	1 865	1 865	1 865
Prime d'émission	0	0	0
Prime d'apport	0	0	0
Réserve spéciale de réévaluation	0	0	0
Réserve légale	0	0	0
Réserve des plus-values nettes à long terme	0	0	0
Autres réserves	2 116	2 116	2 116
Report à nouveau	-38 323	-1 312	-845
Résultat de l'exercice	1 440	-37 011	14
Subventions d'investissement	0	0	0
Total capitaux propres	-32 902	-34 342	3 150
Provisions pour risques & charges :			
- Provisions pour risques	8 364	10 223	62
- Provisions pour charges	64	0	0
Total provisions pour risques & charges	8 428	10 223	62
DETTES			
Emprunts obligataires	0	0	0
Emprunts & dettes envers les établissements de crédits	14	14	14
Emprunts & dettes financières diverses	32 704	4	0
Avances & acomptes reçus sur commandes	93	93	93
Fournisseurs & comptes rattachés	946	818	1 888
Dettes fiscales & sociales	416	307	83
Fournisseurs d'immobilisations	0	0	0
Autres dettes	1 435	35 902	35 316
Produits constatés d'avance			
Total (1)	35 609	37 138	37 400
Ecart de conversion passif			
TOTAL PASSIF	11 134	13 019	40 611

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (EN KG)

	Situation au 30.06.2009	Exercice clos le 31.12.2008	Exercice clos le 31.12.2007
Produits d'exploitation			
Prestations de services	600	980	41
Reprise / amortissements & provisions	0	98	27
Transferts de charges	0	0	0
Autres produits	285	0	0
Total des produits d'exploitation	885	1 079	68
Charges d'exploitation			
Autres achats & charges externes	557	594	998
Impôts & taxes & versements associés	56	-12	9
Salaires & traitements	4	21	32
Charges sociales	2	7	12
Dotations aux amortissements	6	8	9
Dotations aux provisions	317	27 853	4 315
Autres charges de gestion	316	0	0
Total des charges d'exploitation	1 258	28 471	5 375
Résultat d'exploitation	-373	-27 392	-5 307
Produits financiers			
Produits financiers de participations	0	4	0
Produits de valeurs mobilières & de créances	0	0	0
Intérêts des prêts & produits assimilés	0	980	3
Produits nets de cession de titres de placement	0	0	0
Reprises de provisions	0	37	0
Différence positive de change	0	0	0
Total des produits financiers	0	1 020	3
Charges financières			
Intérêts & charges sur emprunts	0	79	1 219
Dotations aux amortissements & provisions	0	2 569	4 873
Total des charges financières	0	2 647	6 093
Résultat financier	0	-1 627	-6 089
Résultat courant avant impôts	-373	-29 019	-11 396
Produits exceptionnels			
Produits divers exceptionnels	0	737	1
Produit de cession immobilisations corporelles	0	0	0
Produit de cession immobilisations financières	0	15	10 854
Reprise de provisions	5 899	0	212
Total des produits exceptionnels	5 899	752	11 067
Charges exceptionnelles			
Valeur comptable des immobilisations corporelles cédées	0	0	0
Valeur comptable des immobilisations financières cédées	14	50	0
Charges exceptionnelles diverses	10	89	205
Dotations exceptionnelles aux amortissements & aux provisions	4 062	8 677	0
Total des charges exceptionnelles	4 086	8 816	205
Résultat exceptionnel	1 813	-8 064	10 862
Impôts sur les bénéfices	0	-72	-549
Résultat de l'exercice	1 440	-37 011	14

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

NOTES PRELIMINAIRES

Informations relatives à l'entreprise.

SELCODIS SA est la société mère d'un Groupe dont les principales activités, au travers de sa filiale EDA SA, ont été perdues au cours du 1^{er} semestre 2009 après la mise en liquidation judiciaire de cette filiale.

Le jugement de liquidation a été prononcé le 26 mai 2009.

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE LA PERIODE

1.1 Convention d'assistance

Une convention d'assistance a été signée entre les sociétés SELCODIS et EDA le 20 février 2009. Cette convention a pris effet rétroactivement le 1^{er} janvier 2008 pour une période initiale de deux ans.

Dans le cadre de cette convention, SELCODIS s'engageait à fournir à EDA, sans participer à la direction opérationnelle de la société, son assistance dans les domaines suivants :

- Administration générale (assistance pour la prospective stratégique et commerciale, pour la mise en œuvre de restructurations juridiques).
- Suivi budgétaire (assistance pour la planification budgétaire, pour la planification financière, pour le contrôle budgétaire et le contrôle des coûts, pour les démarches auprès des assurances crédit).
- Ressources humaines (assistance au suivi de l'évolution des effectifs, pour l'évaluation des compétences).

En outre, EDA pourrait faire appel à SELCODIS pour suivre des opérations spécifiques, en particulier de négociations de rachat et de cession, de suivi de montage financier et de recherche de partenaires industriels, commerciaux ou financiers.

Cette convention a été agréée par le Conseil d'Administration de EDA en date du 23 décembre 2008, et par le Conseil de Surveillance de SELCODIS en date du 29 janvier 2009.

Cette convention a pris fin le 26 mai 2009, à la suite du jugement de liquidation d'EDA SA.

1.2 Liquidation judiciaire des sociétés EDA SA et 2MD SAS

La société EDA SA s'est fait assister une première fois dans ses négociations par Maître Thévenot dans le cadre d'un mandat ad hoc selon les termes d'une ordonnance rendue par M. le Président du Tribunal de Commerce de Paris en date du 1er décembre 2008 pour négocier notamment :

- Avec les partenaires financiers de l'entreprise afin d'obtenir des conditions de financement et des garanties compatibles avec les besoins de cette dernière,
- Avec les partenaires fiscaux et sociaux de l'entreprise afin d'obtenir un aménagement des modalités de paiement des charges.

Le tout en vue de permettre une poursuite pérenne de l'exploitation.

En parallèle avec les actions menées pour concrétiser l'opération financière, des contacts ont été pris avec des partenaires, susceptibles de montrer un intérêt pour accompagner le groupe EDA dans sa consolidation.

Dans ce cadre, EDA SA n'est pas parvenue à formaliser un accord, mais les discussions avec les principaux partenaires financiers étant toujours en cours fin janvier 2009, elle a sollicité une nouvelle assistance auprès de Maître Thévenot dans le cadre d'une conciliation selon les termes d'une ordonnance de M. le Président du Tribunal de Commerce de Paris en date du 5 février 2009 avec pour objectif complémentaire :

- De négocier le concours des fournisseurs par le biais de moratoires,
- De renégocier le maintien des concours accordés par le factor,
- De négocier le maintien des lignes de couverture des assureurs crédit.

Et plus généralement, d'accompagner les dirigeants dans l'achèvement de la restructuration financière entreprise, en ce compris le recours éventuel à des partenaires capitalistiques externes.

Compte tenu de la tension grandissante sur l'activité, conséquence de la baisse des stocks, de l'utilisation maximale des couvertures qui a conduit les fournisseurs à demander le règlement des commandes au comptant, et de l'absence de financements sollicités ; les besoins de trésorerie ont augmenté et les objectifs sont devenus les suivants :

- Obtention d'une garantie sur un emprunt obligataire,
- Obtention d'un étalement sur 3 ans avec une franchise de 9 mois des dettes fiscales et sociales,
- Obtention d'un crédit-relais sur 80% du prix de vente prévisionnel des bâtiments d'Albi et de Lunel en attente de leur cession,
- Maintien à minima des conditions d'affacturage et rétablissement de l'avance permanente consentie jusqu'en décembre 2008 par le factor.

Au début du mois de février 2009, le concours des services du médiateur du crédit aux Entreprises a été sollicité pour appuyer l'action d'EDA et du conciliateur dans les négociations avec les organismes financiers.

Dans ce cadre, lors du communiqué de presse du 13 février 2009, il avait été précisé qu'EDA devait faire face à un besoin de financement complémentaire retardé du fait de la détérioration de la conjoncture financière et qu'elle recherchait activement des solutions afin d'assurer cette couverture.

Etant donné l'impossibilité de livrer les commandes reçues, une dégradation massive d'activité est intervenue dans le courant du mois de février, constatée en fin de mois par la dénonciation d'accords commerciaux avec un certain nombre de clients nationaux.

De ce fait, les besoins financiers immédiats à fin février 2009 ont fortement augmenté en conséquence des pertes intercalaires de janvier et février, des pertes prévisionnelles de mars et de l'accumulation des décalages de règlement des fournisseurs, rendant impossible la mise en place de financement de l'activité ainsi que l'adossement à un partenaire capitalistique, du fait de l'impossibilité d'avoir un retour sur investissement.

Néanmoins, un certain nombre de candidats repreneurs ont été rencontrés et certains ont marqué leur intérêt mais, compte tenu de la dégradation des indicateurs financiers, pour autant que cette reprise s'effectue postérieurement à un dépôt de bilan.

Afin d'essayer de préserver la pérennité de l'entreprise, la sauvegarde des emplois et compte tenu de l'état de cessation de paiements, la direction générale d'EDA n'avait pas d'autre choix que de procéder à une déclaration de cessation de paiement afin de favoriser, dans le délai le plus rapproché possible, une solution de reprise de l'entreprise sous protection judiciaire.

Par jugement en date du 31 mars 2009, le Tribunal de Commerce de Paris a prononcé le redressement judiciaire de la société EDA et de sa filiale 2MD, à la suite des déclarations de cessation de paiement effectuées par la société, le 26 mars, date à laquelle la société SELCODIS a demandé à Nyse-Euronext la suspension de cotation de l'action SELCODIS.

Maître Christian Thévenot a été nommé administrateur judiciaire et la Selafa MJA, prise en la personne de Maître Frédérique Lévy, a été nommée mandataire judiciaire. La période d'observation a été ouverte pour une période de quatre mois.

Un appel d'offres a été organisé par l'administrateur judiciaire aux fins de recueillir des offres de reprise partielles ou totales avant le 4 mai 2009 (cf Publication dans le Journal Les Echos du 3 avril 2009).

Les offres ont été examinées par le Tribunal le 19 mai et un jugement a été prononcé le 26 mai 2009.

Pour la société EDA, le Tribunal de Commerce de Paris a arrêté la cession partielle des sites de Noyal-Pontivy et de Bourgoin-Jallieu au profit de la société SUPERGROUP.

Pour la société 2MD, ce même Tribunal a arrêté la cession totale au profit de Mme Paillet et de Mr Brunet.

Le Tribunal a, par ailleurs, prononcé la liquidation judiciaire des sociétés EDA SA et 2MD SAS avec une clôture fixée à 2 ans. SELAFA MJA en la personne de Me Levy étant nommé liquidateur.

1.3 Communiqué de presse

Tous ces événements ont été relatés dans des communiqués de presse en date du 30 avril 2009 et du 10 juillet 2009.

1.4 Changement de Président de EDA SA

En date du 16 mars 2009, Monsieur Patrice Dupont a été nommé Président Directeur Général de la société EDA SA en remplacement de Monsieur Lucien Selce.

1.5 Transfert du siège social de SELCODIS

Par décision du 24 juin 2009, le Conseil de Surveillance a transféré le siège de la société du 13 boulevard du Mont d'Est, 93191 Noisy le Grand au 31 avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris.

Cette décision sera soumise à la ratification de la prochaine Assemblée Générale.

1.6 Modification des organes d'administration

- Démission de Monsieur Bernard Perez de ses fonctions dans les organes d'administration des sociétés du groupe :
 - Président et membre du directoire dans la société SELCODIS
 - Administrateur du GIE SUPERVOX
 - Président de la SAS WAGRAPAR DEVELOPPEMENT

Cette démission a été présentée lors du Conseil de Surveillance du 24 juin 2009 qui lui a demandé de rester en fonction jusqu'au Conseil de Surveillance du 23 juillet 2009.

- Démission de Monsieur Manuel Garcia de ses fonctions de membre du Directoire de la société SELCODIS.

Cette démission a été notifiée le 10 juillet avec date d'effet au 23 juillet 2009.

- Le 23 juillet 2009, le Conseil a arrêté les comptes, Monsieur Patrice Dupont a été nommé à la Présidence du Directoire et Madame Monique Bonnot a remplacé Monsieur Manuel Garcia en qualité de membre du Directoire.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes présentés sont établis en Euros.

Le total du bilan avant répartition du résultat au 31 décembre 2009 s'élève à 11.129.276 Euros et le compte de résultat arrêté au 31 décembre 2009, présenté sous forme de liste, dégage un résultat déficitaire de 26.381 Euros.

La période s'étend sur une durée de 12 mois, du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,
- Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées au coût historique.

Les frais d'augmentation de capital sont amortis selon la méthode linéaire sur trois ans.

Compte tenu de la liquidation de la société « EDA », en date du 26 mai 2009, les deux malis de fusion figurant dans les comptes pour un montant de 32 008 K€ sont dépréciés à hauteur de 100 %.

2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Postes	Mode	Durées
Installations	Linéaire	10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau & informatique	Linéaire	8 ans
Mobilier	Linéaire	5 ans

Au 31/12/2009, l'ensemble des immobilisations a été mis au rebut, engendrant une valeur nette comptable de 14 k€.

2.3 Participation et autres titres immobilisés

Les titres de participation sont évalués à la clôture de chaque exercice en comparant la valeur d'usage déterminée en retenant les critères appropriés à la participation concernée (quotes-parts d'actif net, valeur de rendement, rentabilité) et le coût historique.

Si la valeur d'usage ainsi déterminée est inférieure au coût historique, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

En cas de cession, les plus-values sont déterminées en admettant que les titres les plus anciens sont les premiers sortis.

2.4 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières et droits sociaux figurant dans ce poste sont enregistrés pour leur coût historique, hors frais accessoires d'achat.

L'évaluation à la clôture de l'exercice est effectuée en comparant ce coût historique à la valeur boursière résultant du cours moyen constaté le dernier mois de l'exercice pour les titres cotés. Si la valeur boursière pour les titres cotés ou leur valeur probable de négociation, pour les titres non cotés, est inférieure au coût historique, une provision pour dépréciation est constituée.

2.5 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.6 Provisions inscrites au bilan

Le tableau "Provisions et dépréciations inscrites au bilan " décrit, le cas échéant, l'état de ces provisions.

2.7 Règles et méthodes spécifiques

Provision suite à l'évaluation du risque sur filiales

A chaque clôture, la société procède à l'évaluation du risque qu'elle encourt au titre de ses filiales. Cette évaluation repose sur :

- Le risque liquidatif estimé pour les sociétés en cours de liquidation,
- L'analyse des situations nettes comptables pour les autres filiales.

Ce risque est couvert intégralement par des provisions pour dépréciation des actifs comptabilisés à la clôture, et par les engagements reçus de la société Chenard & Walcker, et de l'actionnaire principal, Mr Lucien Selce (Cf. paragraphe « engagements financiers »).

Au 31 décembre 2009, l'analyse bilancielle du risque est la suivante :

(En K€)

VALEURS BILANCIELLES - SELCODIS SA	Brut	Provision actif	Provision passif	Net
Filiales liquidées (avec filiale EDA)				
Titres de participation détenus par SELCODIS	23 460	- 23 460	-	-
Créances détenues par SELCODIS	22 061	- 14 554	-	7 507
Provision pour risque et charges	-	-	-	-
				7 507
Autres filiales				
Titres de participation détenus par SELCODIS	8 323	- 8 031	-	292
Créances détenues par SELCODIS	3 454	- 158	-	3 296
Provision pour risque et charges	-	-	-	-
Situations nettes négatives cumulées	-	-	-	-
				3 588
Total titres de participation détenus par SELCODIS	31 783	- 31 491	-	292
Total créances détenues par SELCODIS	25 515	- 14 712	-	10 803
Total provision pour risque et charges	-	-	-	-
	57 298	- 46 203	-	11 095

Le risque encouru au 31 décembre 2009 par SELCODIS au titre des filiales est couvert

Par courrier en date du 20 octobre 2006, Monsieur Selce s'est engagé à maintenir son compte courant à un niveau suffisant pour couvrir les engagements bilanciels au titre des risques sur filiales liquidées et ainsi réserver 10 M€ sur son compte courant. Au 31 décembre 2009, les risques bilanciels ressortent à 7 507 K€ pour SELCODIS SA et à 2 202 K€ pour le GIE, soit un total de 9 709 K€.

SELCODIS

Exercice clos le : 31 Décembre 2009

3. IMMOBILISATIONS

CADREA En K€	Valeur brute		Augmentation	
	Début d'exercice		Réévaluations	Acquisitions
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement, de recherche et développement	Total I	0		
Autres postes d'immobilisations incorporelles	Total II	32 008		
Immobilisations corporelles				
Terrains		0		
Constructions sur sol propre		50		
Constructions sur sol d'autrui		0		
Installations générales, agencements et aménagements des constructions		0		
Installations techniques, matériels et outillages industriels		0		
Installations générales, agencements et aménagements divers		152		
Matériels de transport		0		
Matériel de bureau et informatique, mobilier		301		
Emballages récupérables et divers		0		
Immobilisations corporelles en cours		0		
Avances et acomptes	Total III	503	0	0
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence		0		
Autres participations		31 792		
Autres titres immobilisés		21		
Prêts et autres immobilisations financières		827		
Total IV		32 640	0	0
Total général (I+II+III+IV)		65 151	0	0
CADRE B				
En K€	Diminutions		Valeur brute	Réévaluations
	Par virement	Par cession	fin d'exercice	Valeur d'origine
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement, de recherche et développement (I)			0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			32 008	0
Immobilisations corporelles				
Terrains			0	0
Constructions sur sol propre			50	0
Constructions sur sol d'autrui			0	0
Installations générales, agencements, aménagements des constructions			0	0
Installations techniques, matériels et outillages industriels			0	0
Installations générales, agencements et aménagements divers			152	0
Matériel de transport			0	0
Matériel de bureau et informatique, mobilier			301	0
Emballages récupérables et divers			0	0
Immobilisations corporelles en cours			0	0
Avances et acomptes			0	0
Total III	0	453	50	0
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence			0	0
Autres participations (3)			31 792	0
Autres titres immobilisés			21	0
Prêts et autres immobilisations financières			827	0
Total IV	0	0	32 640	0
Total général (I+II+III+IV)	0	453	64 698	0

4. AMORTISSEMENTS

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			
En KE		Valeur	Augmentations	Diminutions	Valeur en
IMMOBILISATIONS		Début d'exercice	Dotations	Sorties / Reprises	Fin d'exercice
AMORTISSABLES					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement recherche développement		0			0
Total I		0			0
Autres immobilisations incorporelles					
Total II		0	0		0
Immobilisations corporelles					
Terrains		0			0
Constructions sur sol propre		0			0
Constructions sur sol d'autrui		0			0
Installations Générales, agenc. et aménag. Constructions		0			0
Installations techniques, matériels et outillages industriels		145		5	150
Installations générales, agencements et aménagements divers		0			0
Matériels de transport					0
Matériel de bureau et informatique, mobilier		288		3	291
Emballages récupérables et divers		0			0
Total III		433		8	441
Total général (I+II+III)		433		8	441
Cadre B		VENTILATIONS DES DOTATIONS			Cadre C Prov AMORT
En KE		AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			DEROGATOIRES
IMMOBILISATIONS		Amort	Amort	Amort	Dotations
AMORTISSABLES		Linéaires	Dégressifs	Except.	Reprises
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établis., recherche développ. (I)					
Aut. Immobilisations incorporelles (II)		0			
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Instal. génér. agenc. Construction					
Instal. Techn., matériels outils Industriels		4			
Instal. Génér., agenc. et aménag. Divers					
Matériel de transport					
Matériel bureau et informatique, mobilier		4			
Emballages récupérables et divers					
Total III		8			
Total général (I+II+III)		8			
Cadres D		Montant net	Augmentations	Dotations	Montant net
MOUVEMENTS DES CHARGES A		début d'exercice		aux amort.	fin d'exercice
REPARTIR S/ PLUSIEURS EXERCICES					
Charges à répartir sur plusieurs exercices					
Primes de remboursement des obligations					

EN KE	Montant au début de l'exercice	Augmentations : Dotations exercice	Diminutions : Reprises exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour reconstitution gisements miniers et pétroliers	0			0
Provisions pour investissements	0			0
Provisions pour hausse des prix	0			0
Provisions pour fluctuations des cours	0			0
Amortissements dérogatoires	0			0
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger av. 01/01/92	0			0
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger ap. 01/01/92	0			0
Autres provisions réglementées	0			0
Total I	0	0	0	0
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges	1 550	3 999	0	5 549
Provisions pour garanties données aux clients	0			0
Provisions pour amendes et pénalités	0			0
Provisions pour pertes de change	0			0
Provisions pour pensions et obligations similaires	0			0
Provisions pour impôts	0	64		64
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0			0
Provisions pour grosses réparations	0			0
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés	0			0
Autres provisions pour risques et charges	8 673	42	5 899	2 816
Total II	10 223	4 105	5 899	8 429
Provisions pour dépréciations				
sur immobilisations incorporelles	32 008			32 008 (2)
Sur immobilisations corporelles	0			0
Sur titres mis en équivalence	0			0
Sur titres de participations	31 522			31 522
Sur autres immobilisations financières	771	56		827
Sur stocks et en-cours	0			0
Sur comptes clients	83	140	0	223
Autres provisions pour dépréciation	14 611	79		14 690 (1)
Total III	78 995	275	0	79 270
Total général (I+II+III)	89 218	4 380	5 899	87 699
<i>Dont dotations et reprises :</i>				
- d'exploitation		275		
- financières				
- exceptionnelles		64		

(1) Dont provision pour dépréciation du compte courant Nauder : 9 171 KE
Dont provision pour dépréciation des risques filiales : 4 955 KE
Dont provision pour dépréciation des débiteurs divers : 378 KE
Dont provision pour dépréciation des VMP : 106 KE

(2) Provision pour dépréciation sur mali de fusion : 32 008 KE

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

EN K€	VALEUR BRUTE 01.01.09	VALEUR BRUTE 31.06.09	PLUS VALUE LATENTE
7105 Actions propres Selcodis	106	106	Néant
Total	106	106	Néant

Conformément à l'autorisation donnée par l'AGO du 26 octobre 1998 et aux dispositions de l'article 217-2 de la loi du 24 juillet 1996, la société peut procéder à l'achat et à la vente de ses propres actions. Au 31 décembre 2009, elle en détient 7 105 pour un montant de 106 K€ (valeur brute). Il n'y a eu aucun flux d'achat et de vente au cours de la période.

ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN

	<i>Brut</i>	<i>Provision</i>	<i>Brut</i>	<i>Provision</i>
Capital souscrit, non appelé				
Immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations (nettes)	31 783	-31 492		
Créances rattachées à des participations	9	-9		
Prêts	761	-761		
Autres titres immobilisés	21	21		
Autres immobilisations financières				
Total immobilisations	32 574	-32 241		
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés				
Autres créances	25 315	-14 584		
Capital souscrit appelé, non versé				
Total créances	25 315	-14 584		
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités				
Dettes				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts convertibles				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers	1052			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	265			
Total dettes	1 317			

FONDS COMMERCIAL

Les opérations juridiques réalisées avec OED Finances et OED SA en fin d'année 2005 ont conduit à constater dans les comptes deux malis de fusion pour un montant total de 32 008 K€, déprécié à 100 % au 30 juin 2009.

PRODUITS A RECEVOIR

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2009	31/12/2008
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		1 153
Autres créances		24
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Total	0	1 177

CHARGES A PAYER

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2009	31/12/2008
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	293	121
Dettes fiscales et sociales	388	23
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		265
Total	681	409

PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE

Charges constatées d'avance : 16 K€

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

	des actions en €	Au début de l'exercice	Crées pendant l'exercice	Annulés pendant l'exercice	En fin d'exercice
Au 31/12/2009	0,30	6 215 364			6 215 364

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

EN K€	France	ETRANGER	TOTAL
Ventes de produits finis	0		0
Prestations de services	600	0	600
Total	600	0	600

RESULTAT EXCEPTIONNEL

En K€

Produits divers (1)	0
Produit de cession immobilisations corporelles	0
Produit de cession immobilisations financières	0
Reprise sur provisions	5 899
Total des produits exceptionnels	5 899
Charges exceptionnelles :	
Valeur comptable des immobilisations corporelles cédées	14
Valeur comptable des immobilisations financières cédées	0
Frais cession de titres	0
Charges exceptionnelles diverses	10
Dotations exceptionnelles aux amort. & aux provisions	4 062
Total des charges exceptionnelles	4 086
Résultat exceptionnel	1 813

ENGAGEMENTS FINANCIERS

(4) Engagement de réalisation de travaux sur les sites de LIEVIN, NIVOLAS VERMELLE et NOYA

Engagements donnés	Montant (en K€)
Effets escomptés non échus	
Avals, cautions et garanties (1)	5 452
Engagements de paiement de loyers (2)	4 800
Engagements de crédit-bail immobilier	
Engagements en matière de pensions, retraites, et assimilés	
Autres engagements donnés (4)	1 989
Total	12 241
(1) Dont concernant :	
- Magnetti Marelli	1 276
- Plan de continuation Nauder	4 176
Engagements reçus	
Cautions (3)	15 910
Total	15 910
Nantissement du compte courant	
Compte courant M. Selce au profit de la Cegi	4 000

(2) Engagement en garantie d'exécution du bail des locaux situés à LIEVIN, conclu entre les sociétés EDA SA et MARSYP, en ceux compris le paiement de loyers et charges sur la base de 314 K€ par an sur 10 ans au profit de la société MARSYP. Une provision est comptabilisée à hauteur de 2 774 K€.

(3) Dont octroyées par :

- <u>Chenard & Walcker</u> : sur plan de continuation Nauder 2000	4 176
- <u>CEGI</u> (Loyer Auterive)	1 734

Par courrier en date du 20 octobre 2006, Monsieur Lucien Selce s'est engagé à maintenir son compte courant à un niveau suffisant pour couvrir les engagements hors bilan au titre des risques sur filiales.

- <u>Lucien Selce</u>	10 000
-----------------------	--------

Par courrier en date du 20 octobre 2006, Monsieur Lucien Selce s'est engagé à maintenir son compte courant à hauteur de 10 000 K€ pour couvrir les engagements bilanciaux au titre des risques sur filiales liquidées.

(4) Engagement de réalisation de travaux sur les sites de LIEVIN, NIVOLAS VERMELLE et NOYAL PONTIVY, à hauteur de 1 989 k€. Une provision est comptabilisée à hauteur de 3 989 k€.

ENGAGEMENT EN MATIERE DE DEPART A LA RETRAITE

SELCODIS SA n'emploie plus de personnel salarié au 31 décembre 2009.

DETTES GARANTIES PAR DES SURETES

Néant – Cf § 17 – Engagements financiers.

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Il n'a été versé aucune rémunération au titre de la période aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance à raison de leurs fonctions.

EFFECTIF MOYEN

	31.12.2009	31.12.08
Cadres	0	0
Agents de maîtrise	0	1
Employés / Ouvriers		
Total	0	1

INFORMATION EN MATIERE DE CREDIT BAIL

La société n'est pas concernée par ce type d'opération.

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES FILIALES ET LES PARTICIPATIONS

	Capital (K€)	Capitaux Propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu (%)	Valeur Comptable des titres détenus		Prêts et Avances	Montant cautions et avals donnés par la société Selcodis	CA/HT	Résultats
				Brut	Net				
PICK & PACK (*) Z.I. du Midi - 31190 AUTERIVE SIREN : 351 871 447	2 791	-2 593	99,02	4 387	0	392	-	51	-368
SPECIPACK SERVICES (*) Z.I. du Midi - 31190 AUTERIVE SIREN : 352 747 844	47	-13 147	99,02	3 489	0	11 345	-	1 311	12
WAGRAPAR DEVELOPPEMENT (ex Champion) 31 av. F. Roosevelt - 75008 PARIS SIREN : 343 277 679	257	-483	100,00	7 137	292	1	-	0	-518
SUPERVOX IBERICA (1) Pontanella, 11 BARCELONE (Espagne) I.F. : 58 551 359	114	-1 631	100,00	838	0	84	-	0	-1
S.C.I DU ROUAT Le Rouat - 31190 AUTERIVE SIREN : 320 722 226	2	68	100,00	249	0	41	-	-	0
S.C.I LA GRANGE Z.I. du Midi - 31190 AUTERIVE SIREN : 329 162 937	5	18	100,00	16	0	4	-	-	0
S.C.I. LA REINE Z.I. du Midi - 31190 AUTERIVE SIREN : 399 220 151	76	-127	100,00	76	0	0	-	0	-1
GIB FINANCIERE SUPERVOX Z.I. du Midi - 31190 AUTERIVE SIREN : 381 484 161	17	-4 344	25,00	6	0	3 295	-	0	-31
NAUDER SA ** ZI du Midi - 31190 AUTERIVE SIREN : 542 080 627	862	-23 824	99,99	13 451	0	9 171	10 043	1 327	-388
SUPERVOX AUTOMOTIVE** ZI de la Plaine - 42240 UNIBUX SIREN : 321 191 793	574	0	99,99	1 067	0	351	3 925		
EDA SA (2) 31 avenue F. Roosevelt 75008 Paris SIREN : 444 284 822	4 045	-25 516	99,94	1 066	0	0	0	257 185	-29 049
DEFY (**) BP 01 - 31550 CINTEGABELLE SIREN : 547 427 585	38	0	99,99	35	0	13		0	0

(*) Sociétés mises en liquidation le 30/03/2004 (chiffres au 31/12/03)

(**) Société mise en liquidation avant le 28/10/2003 (chiffres au 30/06/2003)

(1) Les chiffres concernent l'exercice 2005, qui n'a eu aucune activité depuis cette date.

(2) La société EDA a été mise en liquidation le 26 mai 2009. Les chiffres concernent l'exercice du 31 décembre 2008.

EVENEMENTS POSTERIEURS AU 31 DECEMBRE 2009

Aucun évènement significatif n'est intervenu depuis le 31 décembre 2009.

EXPOSITIONS AUX RISQUES DE MARCHE

La société n'est pas exposée à ce type de risques.